

# Contre l'islamophobie et pour l'égalité

Collectif stéphanois

## **Intervention du Collectif stéphanois contre l'islamophobie et pour l'égalité le samedi 12 décembre 2020** lors de la marche pour les libertés publiques, pour le retrait des lois « sécurité globale » et « séparatisme »

Dans un contexte de profonde crise sanitaire, de pauvreté grandissante et d'inégalités sociales toujours plus injustes, le gouvernement a mis au point des lois « Sécurité globale » et « confortant les principes républicains » contre le séparatisme.

Nous pouvons donc nous féliciter qu'à Saint-Étienne la mobilisation d'aujourd'hui concerne ces deux lois liberticides. Et nous remercions tous nos partenaires et toutes les personnes présentes ou qui ont témoigné leur soutien à cette initiative.

Le cas du lynchage de Michel Zecler par la police a permis de mettre les violences policières à l'ordre du jour des mobilisations. Pourtant ça fait 20 ans que des familles de victimes s'organisent dans les quartiers populaires. C'est eux qui ont les premiers compris que filmer la police pouvait sauver des vies. On peut citer le collectif de familles de victimes fondé par Amal Bentounsi et qui a permis entre autre après des années de travail, de créer une application. Elle s'appelle Urgences Violences Policières et elle permet de stocker les images sur un serveur externe, car souvent les policiers cassent les téléphones de ceux qui les filment. Ce qu'a vécu Michel Zecler, c'est ce que vivent les Arabes et les Noirs dans les quartiers populaires depuis très longtemps. La loi sécurité globale c'est avant tout contre eux, qui subissent déjà la discrimination au logement et à l'emploi, la pauvreté et l'exclusion.

Sans preuve vidéo, ces jeunes sont ensuite accusés d'outrage et paient des dommages et intérêts aux policiers, voir même finissent en prison.

Et aujourd'hui encore le pouvoir cherche à diviser les classes populaires et les organisations qui se battent pour la justice sociale et la démocratie, et l'outil principal de cette opération de division c'est le racisme, et tout particulièrement la haine contre les musulmans, l'islamophobie.

Concernant la dissolution arbitraire du CCIF, le collectif contre l'islamophobie en France a toujours agi sur la base du droit français en permettant aux musulmans et musulmanes se sentant discriminer, de se défendre sur le terrain du droit. C'est ainsi que le CCIF a remporté plusieurs victoires notamment dans le cas de perquisitions abusives, qui ont notamment gâché la vie personnelle et professionnelle des personnes l'ayant subi. Mais le CCIF était aussi la seule organisation qui permettait de recenser les actes islamophobes. A travers la dissolution de cette association d'intérêt public c'est aussi un message pour les musulmans et aux musulmanes : Vous n'avez pas le droit de vous organiser, vous n'avez pas le droit de recourir au droit français et vous n'avez pas le droit de dénoncer la stigmatisation et le racisme dont vous faites l'objet.

Parallèlement à cette dissolution, Darmanin ordonne des visites domiciliaires « sans lien avec des enquêtes en cours pour faire passer des messages ».

Aujourd'hui, il fait passer des messages aux musulmans, mais la loi permettra de cibler d'autres personnes considérées comme opposantes politiques.

Pour les musulmanes et les musulmans, les dernières semaines ont été difficiles, et ce n'est pas fini !

Ce projet de loi contre le séparatisme était déjà en cours d'écriture, mais l'instrumentalisation du terrible assassinat de Samuel Paty, que nous condamnons bien évidemment, a permis de le justifier longuement sur les pires des plateaux téléés, avec des débats sans fin entre des idées d'extrême-droite et des idées de droite extrême.

Nous avons l'habitude d'être stigmatisé.e.s à longueur d'année dans les médias, mais un nouveau pas est franchi par les ministres et les éditorialistes, et certains députés, avec des propositions de bannissement, de camps de rétentions et autres atrocités...

Cette islamophobie décomplexée conduit aussi à des agressions physiques de personnes musulmanes.

Mais la plus dangereuse des islamophobies est celle du gouvernement. Ainsi, ces dernières semaines, nous avons assisté à :

- la fermeture d'associations humanitaires après des années de tentatives infructueuses puisque la justice n'avait rien à leur reprocher,
- la fermeture ou la perquisition de mosquées, certaines perquisitions annoncées fort dans les médias montrent bien que le but n'était pas l'efficacité
- la fermeture du collège/lycée d'excellence de Paris MHS qui n'est pas une école confessionnelle puisqu'elle ne dispense pas de cours religieux. Son seul tort réel est de ne pas refuser la scolarisation des filles sur des critères vestimentaires
- et la dissolution du CCIF

Concernant la prétendue lutte contre le terrorisme, il nous faut entendre que plus les politiques et lois seront oppressives pour les musulmans et les musulmanes, plus les djihadistes trouveront des arguments pour leurs appels à la haine. Ces mesures sont donc non seulement injustes, liberticides et scandaleuses, mais elles sont en plus contre-productives... si le but recherché est bien de diminuer au maximum les attentats, c'est raté.

S'attaquer aux causes de la radicalisation en s'appuyant sur les recherches des sciences sociales pourrait être une option pour le gouvernement s'il n'était pas occupé à démonter l'université en l'accusant de complicité intellectuelle avec un « islamo-gauchisme » fantasmagorique.

Nous ne parlerons pas beaucoup dans cette intervention du contenu de cette loi, car nous le faisons ailleurs, notamment sur notre page facebook, et parce que d'autres vont certainement le faire et cela évitera les répétitions.

De plus, il nous semble important de préciser, pour celles et ceux qui diraient que la loi ne mentionne pas nommément les musulmans, qu'il ne suffit pas de décortiquer le contenu juridique d'une loi pour en juger les contours. Il faut aussi comprendre les objectifs des débats imposés par cette loi dans l'espace public. Et ça c'est assez clair, le gouvernement, de concert avec toute une partie de la droite, de l'extrême-droite mais aussi du printemps républicain malheureusement suivi par pas mal d'autres, veut faire de l'islam et des musulmans les ennemis intérieurs.

Les discussions autour de la loi séparatisme tendent à faire croire que les musulmans sont contre les valeurs républicaines (expression volontairement floue), ne scolarisent pas les enfants et surtout les petites filles, demandent à leurs médecins des certificats de virginité, vivent à part, séparés des autres.

Pourtant à chaque fois que des scandales éclatent c'est pour des raisons inverses, parce qu'une musulmane a voulu chanter dans une émission de télé, parce qu'une autre a voulu aller à l'école avec son foulard, ou encore que l'une représentante de l'UNEF un très ancien syndicat étudiant, va répondre au Sénat dans une tenue qui n'est pas interdite...

Toutes ces déclarations entourant le projet de loi séparatisme, ont tourné autour de clichés autour de l'islam, l'islamisme, l'islamisme politique, elles ne visent qu'à une chose nous réduire au silence.

Les musulmanes et les musulmans veulent bien vivre avec les autres mais à égalité.